

VERS UNE REFONDATION TECHNO- SÉCURITAIRE DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LES MONARCHIES DU GOLFE ET LES ÉTATS-UNIS ?

**Par Arnaud Peyronnet
Chercheur associé à l’Institut FMES**

Janvier 2026

Vers une refondation techno-sécuritaire du partenariat stratégique entre les monarchies du Golfe et les Etats-Unis ?

Arnaud Peyronnet, chercheur associé à la FMES

Les frappes israéliennes du 9 septembre 2025 sur des membres du Hamas présents à Doha, au Qatar, ont provoqué une onde de choc dans le Golfe. Elles ont illustré toute la fragilité de la protection américaine et les propres manquements de leur défense collective. Pour faire face à cette nouvelle réalité, les pays du Golfe cherchent à renforcer leur intégration régionale et à développer plus de multilatéralisme dans leurs alliances, afin de ne pas dépendre du seul parapluie militaire américain. Toutefois, cet activisme diplomatique semble n'être qu'un paravent pour obtenir de Washington de meilleures garanties de sécurité et des concessions tant dans le domaine militaire que technologique. Cette logique transactionnelle est d'ailleurs comprise par l'administration Trump qui a besoin de l'implication des pays du Golfe et notamment de l'Arabie Saoudite, tant pour la reconstruction de Gaza et de la Syrie, que pour élargir les accords Abraham, grand dessein de la Présidence américaine pour le Moyen-Orient, ou pour contenir l'influence de la Chine dans la région.

La fin de la guerre à Gaza et en Syrie ainsi que l'affaiblissement de l'Iran représentent, vu de Washington et de Riyad, une opportunité unique pour remodeler le Moyen-Orient au travers d'une alliance techno-sécuritaire qui liera le Golfe aux Etats-Unis. Cette nouvelle alliance pourrait ainsi satisfaire tant les ambitions saoudiennes et émiriennes d'autonomisation et de développement économique (Vision 2030), que la propre volonté américaine de désengagement militaire progressif afin de laisser plus de place à ses plus proches alliés régionaux (Arabie Saoudite, Qatar, Emirats Arabes Unis et Israël). Dans cet esprit, l'autonomie stratégique des Emirats est tolérée par Washington qui voit dans ce partenariat un atout militaire¹, technologique et financier mais ne souhaite pas s'immiscer dans la tension croissante entre les EAU et le nouveau tandem Arabie Saoudite-Qatar.

1. Les fragilités du multilatéralisme stratégique des pays du Golfe

Les frappes israéliennes du 9 septembre 2025 sur des membres du *Hamas* présents à Doha, au Qatar, ont provoqué une onde de choc considérable dans les pays du Golfe. Outre une nouvelle matérialisation de l'*hubris* régional israélien touchant cette fois le Golfe², ces frappes ont illustré la fragilité de la protection américaine³ et les

¹ Les Emirats Arabes Unis ont été qualifiés de « petite Sparte » dans les milieux militaro-diplomatiques américains, même si tel n'est plus le cas aujourd'hui. *Washington Post*, 30/12/2025.

² L'interventionnisme régional israélien depuis 2023 est perçu dans le Golfe comme un facteur d'instabilité majeur qui entre en collision avec les agendas diplomatiques de l'Arabie Saoudite et du Qatar qui prônent médiation et désescalade dans les conflits régionaux, la stabilité étant la condition du développement économique et technologique de la région.

³ Israël n'a en effet prévenu son allié américain qu'au dernier moment, suscitant la colère de l'administration républicaine qui a *de facto* démontré la fragilité de sa posture dans la protection de ses alliés, le Qatar étant depuis 2022 pour Washington un « allié majeur non-membre de l'OTAN ».

propres manquements de leur défense collective. Pour faire face à cette nouvelle réalité, les pays du Golfe ambitionnent une meilleure intégration régionale et surtout à davantage de multilatéralisme dans leurs alliances, afin de ne pas dépendre du seul parapluie militaire américain.

Les attaques israéliennes sur Doha ont en effet été perçues comme une attaque contre la souveraineté et la sécurité collective des pays arabes, certains Etats appelant de leurs vœux la création d'un « OTAN islamique »⁴. La solidarité des différents pays du Golfe vis-à-vis du Qatar a été rapide, faisant oublier les tensions des dix dernières années entre le couple Arabie Saoudite/Emirats Arabes Unis (EAU) et le Qatar. Le Président des EAU, Mohammed ben Zayed, s'est d'ailleurs rendu à Doha le lendemain des frappes israéliennes tandis que le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salman, condamnait la « brutale agression contre le Qatar et la violation flagrante de sa souveraineté »⁵ et affirmait le soutien « sans limite » de son pays à l'émirat⁶. Le 15 septembre 2025, un sommet extraordinaire de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique s'est tenu au Qatar, condamnant solennellement les actions israéliennes sur l'émirat. Les six pays du Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe (CCEAG) ont indiqué qu'ils allaient mettre en œuvre un des points de leur accord de défense conjoint qui postule qu'une attaque contre un des membres équivaut à une attaque contre tous. Peu après, les ministres de la Défense du CCEAG réunis à Doha ont accepté de développer leurs échanges de renseignement, d'accélérer la mise en place d'un système d'alerte antibalistique commun et de multiplier les exercices communs. Mais la mise en place d'une organisation de type OTAN, avec une clause de « défense collective » reste peu réalisable à ce stade. La plupart des pays du CCEAG restent en effet attachés au principe d'achat de garanties de sécurité à l'étranger, via la présence de troupes étrangères sur leur sol⁷ et/ou l'acquisition massive d'équipements militaires, notamment d'origine américaine. Aucun d'entre eux ne souhaite non plus trop se lier avec ses voisins, de peur d'être entraînés dans des problématiques extérieures non voulues, surtout dans une période d'instabilité dans la région où les intérêts nationaux des membres du CCEAG peuvent être diamétralement opposés (cas au Soudan ou au Yémen par exemple, sujets de tensions entre Riyad et Abu Dhabi⁸). Outre les déclarations d'intention grandiloquentes, la prudence reste donc de mise et l'*aggiornamento* sécuritaire interne au monde arabe reste à ce stade bien plus symbolique que stratégique.

Fort de ce constat récurrent, certains pays du CCEAG ont cherché à développer davantage leurs partenariats internationaux. Outre la Chine, déjà approchée à plusieurs reprises, Riyad a signé le 17 septembre 2025 un « accord stratégique de défense mutuelle » avec le Pakistan. Celui-ci stipule que « toute agression contre l'un des deux pays sera considérée comme une agression contre les deux », « reflète

⁴ Egypte et Irak notamment. *Deutsche Welle*, 25/09/2025.

⁵ *Washington Post*, 10/09/2025.

⁶ *Atlantic Council*, 19/09/2025.

⁷ Qatar et EAU essentiellement.

⁸ Sachant que les deux pays ont également des positions opposées en ce qui concerne la Somalie ou l'Ethiopie.



l'engagement commun des deux nations à renforcer leur sécurité et à promouvoir la paix dans la région et dans le monde » et « vise à développer la coopération en matière de défense entre les deux pays et à consolider leur dissuasion commune contre toute agression »⁹. Si les liens entre les deux pays en matière de défense étaient déjà étroits, cet accord envoie désormais un signal qui se veut dissuasif, tant vis-à-vis d'Israël que de l'Inde¹⁰, et ceci à l'aune des attaques israéliennes sur le Qatar quelques jours plus tôt. Des proches du pouvoir pakistanais ont même affirmé à cette occasion que les armes nucléaires pakistanaises, financées par le royaume wahhabite¹¹, faisaient officiellement partie intégrante de cet accord¹². Si cette possible mise à disposition de l'arsenal nucléaire pakistanais au profit de l'Arabie Saoudite était depuis longtemps soupçonnée, son officialisation est un message très fort, tant vis-à-vis d'Israël que de Washington, démontrant la volonté accrue d'autonomisation stratégique du royaume. L'épisode du conflit de mai 2025 entre Islamabad et New Dehli dans le domaine aérien a pu également marquer les esprits à Riyad en montrant la relative efficacité du matériel¹³ et des tactiques utilisées par l'armée pakistanaise. Un rapprochement avec la Turquie, autre grand producteur d'armement de plus en plus présent dans la région¹⁴, également proche du Pakistan, pourrait se dessiner. La conclusion d'un accord bilatéral de défense avec Riyad, du même type que celui existant avec Doha, reste en effet un objectif fort de la Turquie. Celle-ci n'a d'ailleurs pas manqué de multiplier les déclarations démontrant la convergence de vue des deux pays sur les sujets régionaux¹⁵. La Turquie avait déjà proposé en 2015 à Riyad d'établir une base militaire turque sur le sol saoudien. Toutefois, l'Arabie Saoudite ne semble pas à ce stade vouloir donner suite à Ankara, une certaine méfiance persistant entre les deux nations. Avec le Qatar, les relations sont bien plus étroites, portée notamment par leur soutien commun aux frères musulmans. La Turquie a noué un pacte de défense avec Doha en 2014 et déploie ponctuellement depuis 2015 des forces dans l'émirat, tant navales qu'aériennes, sous les ordres d'un commandement dédié conjoint¹⁶. La possible vente de chasseurs *Eurofighter* qataris d'occasion à la Turquie est un autre exemple du développement de la coopération militaire entre les deux pays.

Mais si les ambitions chinoises ou turques sont réelles dans le Golfe, elles sont encore loin de pouvoir rivaliser avec le poids historique des Etats-Unis dans la région, et par là-même d'offrir des garanties de sécurité solides à ces pays. De fait, les gesticulations récentes des capitales du Golfe, notamment de Riyad, sont surtout un outil de négociation en montrant aux Etats-Unis qu'ils disposent d'autres voies partenariales si nécessaire, afin d'obtenir de Washington un nouveau pacte de sécurité plus avantageux.

⁹ Agence de presse saoudienne SPA cité in *Opex360*, 22/09/2025.

¹⁰ Du moins pour le Pakistan.

¹¹ Après son 1^{er} essai nucléaire en 1998, le Pakistan fut soumis à des sanctions internationales et n'a dû la survie de son programme nucléaire qu'au travers de financements saoudiens estimés à 3,4 milliards de dollars. CNN, 18/09/2025.

¹² AFP cité in *Opex360*, 22/09/2025.

¹³ A plus de 80% d'origine chinoise SIPRI cité in *Middle East Eye*, 20/09/2025.

¹⁴ Bases militaires en Somalie, au Qatar.

¹⁵ *Jerusalem Post*, 29/10/2025.

¹⁶ *Amwaj*, 16/08/2024.

2. La recherche d'un nouveau « pacte de sécurité » avec les Etats-Unis

Les frappes israéliennes contre Doha ont fragilisé le paradigme qui sous-tendait la sécurité du Golfe¹⁷ en signifiant soit que les Etats-Unis ne pouvaient rien faire pour contraindre Israël, soit qu'ils ne se sentaient plus concernés par la sécurité de leurs alliés régionaux arabes¹⁸. Les dommages pouvaient donc être conséquents quant à leur relation avec Washington. Toutefois, cet incident, qui a suscité la colère des Etats-Unis vis-à-vis d'Israël, a provoqué un renouvellement du dialogue stratégique entre les Etats-Unis et les monarchies du Golfe.

La nécessité d'une meilleure intégration de la sécurité collective des pays du CCEAG, telle que prônée après les frappes israéliennes, va dans le sens de Washington qui a depuis longtemps encouragé la création d'une architecture commune en matière de défense¹⁹, notamment en matière antibalistique et antiaérienne. Elle permettrait à ces pays de s'équiper massivement en moyens militaires américains, ce qui conforterait la mainmise américaine sur ces marchés. Les Etats-Unis pourraient donc sortir gagnants de cette tendance, même si stratégiquement ils devront donner des gages à leurs alliés, ce qu'ils étaient réticents à faire jusque-là. Peu après le 9 septembre 2025, Washington a d'ailleurs offert au Qatar, qui héberge des troupes américaines sur la base d'Al-Udeid, des « garanties de sécurité contre toute agression étrangère »²⁰ longtemps sollicitées par l'émirat. Trump, lors de sa visite officielle à Doha en mai 2025, avait déjà donné sa parole de « protéger le Qatar »²¹. Le rôle essentiel du Qatar dans l'acceptation par le *Hamas* du plan Trump pour Gaza en octobre 2025 accroît également l'utilité de l'émirat à Washington, ce qui va contribuer à solidifier les relations entre les deux pays. Un dialogue structuré semble donc s'amorcer avec les Etats-Unis pour améliorer les garanties de sécurité déjà offertes par l'armée américaine à certains pays du CCEAG. Même si l'enjeu ne sera pas de renverser le *qualitative military edge*²² donné par les Etats-Unis à Israël, un rééquilibrage du partenariat est recherché afin de livrer davantage d'équipements américains de haute technologie aux pays du Golfe. Cette renégociation était d'ailleurs demandée depuis longtemps par les Etats

¹⁷ Rester utile à Washington pour que celui-ci maintienne sa protection.

¹⁸ Ce même sentiment avait déjà prévalu en 2019 lors de frappes iraniennes contre des sites pétroliers saoudiens qui n'avaient déclenché aucune réaction militaire américaine et le mutisme politique de Washington. Ce qui n'a pas été le cas lors de la frappe symbolique iranienne sur la base d'Al-Udeid en juin 2025 à la fin de la « guerre des 12 jours » entre Israël et l'Iran.

¹⁹ *Regional Security Construct* qui, fondé avant tout sur un prisme anti-iranien, veut regrouper, sous l'égide de CENTCOM les pays suivants : Bahreïn, Egypte, Jordanie, Arabie Saoudite, EAU, Qatar et Israël, voire ensuite le Koweït et Oman. Une première réunion de ce cénacle aurait eu lieu sur la base américaine d'Al-Udeid en mai 2024. *International consortium of investigative journalists*, 11/10/25. Crédit également d'une « *Middle Eastern Air Defense — Combined Defense Operations Cell (MEAD-CDOC)* » à Al-Udeid dans le domaine antibalistique et liant les pays du CCEAG aux Etats-Unis en janvier 2026. *The Gulf Independant*, 15/01/2026.

²⁰ *Washington Post*, 03/10/2025.

²¹ *CNN*, 18/09/2025.

²² Principe inscrit dans la réglementation américaine qui précise qu'Israël doit garder une supériorité technologique et opérationnelle sur les forces militaires des pays de la région. La vente de matériel (type F-35) à d'autres pays du Moyen-Orient doit se faire en consultation avec le gouvernement israélien. *Reuters*, 04/11/2025.

du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite qui souhaite acquérir 48 chasseurs F-35²³, bénéficier des avantages de l'industrie de l'intelligence artificielle américaine et obtenir le soutien de Washington pour développer le nucléaire civil²⁴. En septembre 2023, Mohamed ben Salman avait déjà indiqué à l'administration Biden que Riyad perdait patience et que le royaume « pouvait très bien s'approvisionner en armements ailleurs qu'aux Etats-Unis », mettant même plus récemment en exergue qu'une « Arabie Saoudite forte voulait aussi dire une Amérique forte »²⁵. Les mêmes demandes avaient été faites lors de la visite officielle du Président américain à Riyad en mai 2025²⁶. Et ces sujets ont été de nouveau au centre des discussions lors de la visite du prince héritier Mohammed ben Salman à la Maison-Blanche le 18 novembre 2025 et à l'aune des garanties désormais offertes par Washington au Qatar. A cette occasion, le président américain a d'ailleurs conféré à Riyad le statut « d'allié majeur non-membre de l'OTAN »²⁷ et s'est dit favorable à la vente de F-35 au royaume wahhabite. Un approfondissement des « garanties de sécurité américaines » dans le Golfe, notamment avec Riyad qui cherche à obtenir à terme un véritable traité entre les deux parties et non pas simplement un nouveau pacte verbal²⁸, est donc probable dans les prochains mois.

Les EAU gardent de leur côté une place particulière dans cette nouvelle architecture sécuritaire en gestation avec les Etats-Unis. En effet, si Abu Dhabi maintient des relations soutenues avec les Etats-Unis en matière de défense, et encore plus dans un cadre multilatéral sous l'égide de CENTCOM, les émirats cherchent cependant à garder une certaine indépendance vis-à-vis de leurs partenaires américains qui eux-mêmes souhaitent équilibrer leurs relations entre les EAU d'un côté et l'Arabie Saoudite et le Qatar de l'autre. Le *statu quo* est donc préservé. Les derniers mois et notamment la visite de Donald Trump aux émirats en mai 2025 n'ont ainsi pas été propices à l'annonce de grands contrats d'armement avec les Etats-Unis²⁹, contrairement à ce qui a été annoncé avec le Qatar et l'Arabie Saoudite. Le dossier relatif au potentiel achat de F-35 reste d'ailleurs gelé³⁰. Seule une lettre d'intention quant à l'établissement d'un « *Comprehensive U.S.-UAE Major Defense Partnership* » a été signé lors de la visite du président américain³¹ en mai 2025, qui couvre essentiellement une coopération en matière de technologie de défense. L'autonomie stratégique émirienne, si elle irrite l'Arabie Saoudite, reste en effet tolérée par Washington qui voit dans Abu Dhabi un canal de discussion essentiel avec de nombreux adversaires (dont l'Iran) mais surtout un signataire des accords d'Abraham,

²³ *Reuters*, 04/11/2025.

²⁴ *Bloomberg*, 14/11/2025.

²⁵ Interview de Mohammed ben Salman à *Fox News*, cité in *CNN*, 18/09/25.

²⁶ Lors de visite officielle de Donald Trump dans le royaume en mai 2025, Washington avait annoncé des achats saoudiens aux entreprises de défense américaines pour environ 142 milliards de dollars. *Reuters*, 04/11/2025.

²⁷ Suivant ainsi le Qatar qui avait obtenu ce statut en 2022.

²⁸ *Reuters*, 10/11/2025.

²⁹ 1,4 milliard de contrats pour des hélicoptères CH-47 et des équipements pour les chasseurs F-16. *Fox news*, 15/05/2025.

³⁰ Conséquence des contrats passés entre les Emirats et Huawei pour les réseaux 5G en 2021.

³¹ *Breaking defense*, 19/05/2025.

le grand dessein géopolitique de Donald Trump au Moyen-Orient. Facilitant l'intégration d'Israël dans la région (au Somaliland par exemple) et militairement capable, les EAU ont donc les atouts nécessaires pour bénéficier de la neutralité de Washington quant à leur politique internationale, à condition que celle-ci ne favorise pas trop la Chine. Des relations de défense plus intégrées et un nouveau pacte de défense ne sont pas forcément souhaité par les deux parties, à la différence du Qatar ou de l'Arabie Saoudite.

3. Une nouvelle logique transactionnelle

Du côté de Washington, la visite de Donald Trump dans le Golfe au mois de mai 2025 avait démontré une certaine volonté de reprendre l'initiative dans la péninsule arabique, les monarchies du Golfe étant vues comme des relais de croissance économique, notamment dans le cadre de la *Great Power Competition* avec la Chine. Cette visite avait remis l'Arabie Saoudite au centre du monde sunnite avec la promesse d'un nouvel ordre régional désormais géré par Riyad, Abu Dhabi et Doha³², en échange d'un partenariat militaire et technologique profondément renouvelé avec les Etats-Unis. Pour Washington, le but restait de prendre de vitesse la Chine³³, voire de la « découpler » du Golfe en donnant des gages technologiques aux pays de la région³⁴ en échange de financements accrus aux Etats-Unis³⁵. Car les pays du Golfe veulent, en lien avec Washington, devenir des puissances technologiques³⁶, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), afin de préparer l'après-pétrole. La visite de Donald Trump en mai 2025 aurait ainsi permis de finaliser près de 700 milliards de dollars de contrats³⁷, essentiellement dans le domaine de la défense et de la technologie, pouvant transformer le Golfe en une puissance industrielle de l'IA adossée aux Etats-Unis dans les années à venir. Les dirigeants d'entreprises américaines de nouvelle technologie (AMD, Nvidia, Amazon, Global AI, Cisco) ont noué des partenariats dans le domaine de l'IA avec l'entreprise étatique saoudienne *Humain*³⁸. Quelques 80 milliards de dollars seront injectés en Arabie Saoudite par les géants technologiques comme Google, Oracle, Uber ou AMD, tandis que Nvidia a conclu un accord de 10 milliards de dollars avec Riyad pour lui fournir des puces électroniques pour l'IA. Dans le sens inverse, la société d'IA saoudienne *DataVolt* a annoncé investir 20 milliards de dollars dans des *data center* et projets énergétiques

³² *Reuters*, 19/05/2025.

³³ Les entreprises saoudiennes et émiriennes de l'IA devaient en plus cesser tout lien avec la Chine en échange d'un partenariat technologique avec les Etats-Unis. *Atlantic Council*, 13/05/2025.

³⁴ Les Etats-Unis ont levé les restrictions d'exportation de certains équipements d'IA vis-à-vis du Golfe afin d'y battre la Chine alors que la compétition fait rage pour la définition des futurs standards de l'IA (à l'instar de la compétition entre l'américain Nvidia et le chinois DeepSeek). *Atlantic Council*, 13/05/2025.

³⁵ Le 18 novembre 2025, lors de sa visite officielle à Washington, le prince saoudien a annoncé vouloir investir 1000 milliards de dollars aux Etats-Unis. *Christian Science Monitor*, 20/11/2025.

³⁶ *New York Times*, 13/05/2025.

³⁷ *Reuters*, 19/05/2025.

³⁸ *Axios*, 18/05/2025.

aux Etats-Unis³⁹. Les EAU et les Etats-Unis ont de leur côté convenu de construire conjointement un énorme *data center* à Abu Dhabi⁴⁰. Les deux pays ont en outre annoncé 200 milliards de dollars d'accords commerciaux entre eux, Abu Dhabi promettant d'investir 1 400 milliards de dollars dans l'économie américaine lors de la prochaine décennie⁴¹. De son côté, le Qatar va investir dans des entreprises américaines de technologie quantique⁴². Ces accords ont été considérés comme essentiels par la Maison Blanche, ces financements permettant « d'imposer au monde la technologie américaine comme standard futur de l'industrie de l'IA »⁴³, prenant ainsi de vitesse la concurrence chinoise. Les commandes militaires, sauf aux EAU, n'ont pas été en reste dans le contexte de négociations sur des « garanties de sécurité » américaines élargies. L'Arabie saoudite s'est engagée à acquérir pour 142 milliards de dollars d'équipements militaires américains⁴⁴, le Qatar pour 42 milliards de dollars, sans compter 10 milliards dédiés à la base aérienne d'Al-Udeid, plate-forme essentielle pour les opérations aériennes des Etats-Unis au Moyen-Orient. La présence de gisements importants d'uranium et de terres rares en Arabie Saoudite suscite également l'intérêt de Washington, qui cherche à limiter la position dominante chinoise dans ce domaine. D'ailleurs, le département de la Guerre américain a confirmé sa participation financière à 49% dans une entreprise d'extraction de métaux rares conjointe avec la société saoudienne Maaden⁴⁵.

Les Etats-Unis ont en outre besoin de l'influence politique et financière des pays du Golfe (Qatar et Arabie Saoudite) pour reconstruire Gaza et la Syrie, éviter des frappes en Iran et donc stabiliser le Proche-Orient. L'appui des Etats du Golfe dans le plan de Trump pour Gaza, au mois d'octobre 2025, contribue d'ailleurs à souder ce nouveau partenariat techno-sécuritaire avec les Etats-Unis. De même, les pays du Golfe et Washington sont pleinement alignés pour accélérer la normalisation syrienne, comme l'a montré la rencontre entre Donald Trump et Ahmed al-Charaa à Washington le 10 novembre 2025, une semaine avant son entretien avec le saoudien Mohammed ben Salman. La normalisation du régime syrien et la levée des sanctions internationales sont les deux objectifs partagés par Damas et Riyad, Washington souhaitant de son côté faire adhérer la Syrie aux accords *Abraham*⁴⁶. Le Président américain reste en effet particulièrement attaché à l'élargissement des accords *Abraham*, grand dessein de sa présidence pour le Moyen-Orient, et courtise l'Arabie Saoudite pour qu'elle s'y rallie. Car l'objectif des Etats-Unis, rappelé dans sa *National Security Strategy* publiée en novembre 2025, est bien de soutenir ses partenaires dans la région contre tout adversaire (essentiellement l'Iran) à condition que ceux-ci prennent en charge une partie du fardeau militaire (avec les commandes associées à l'industrie de défense américaine) et n'entraînent pas les Etats-Unis dans des guerres sans fin (à l'instar de

³⁹ *New York Times*, 13/05/2025.

⁴⁰ *France Info*, 16/05/2025.

⁴¹ *Reuters*, 15/05/2025.

⁴² *Forbes*, 15/05/2025.

⁴³ David Sacks, *Trump's AI czar in Axios*, 18/05/2025.

⁴⁴ *France Info*, 16/05/2025.

⁴⁵ *War on the Rocks*, H.A. Hellyer, 05/12/2025.

⁴⁶ *RFI*, 10/11/2025.



l'Irak et l'Afghanistan). Dans ce contexte, les partenariats politiques, commerciaux et industriels régionaux adossés aux Etats-Unis, seront favorisés afin de stabiliser la région (exemple de la Syrie et de Gaza)⁴⁷. La gestion sécuritaire sera confiée à ces partenaires (Israël, Arabie Saoudite, Qatar, EAU, Turquie), ce qui permettra *in fine* aux Etats-Unis de concentrer leurs efforts vers d'autres régions (Indopacifique, continent américain). Riyad semble vouloir des engagements fermes de Washington en faveur de garanties de sécurité automatiques⁴⁸ et crédibles, mais aussi la création d'une plus vaste architecture techno-sécuritaire les liant aux Etats-Unis. Ces garanties sont perçues comme un préalable aux discussions sur l'élargissement des accords *Abraham*. Les monarchies du Golfe attendent des Etats-Unis qu'ils imposent à Israël l'idée d'un Etat palestinien indépendant, condition *sine qua non* qui démontrera ou pas la réelle volonté des Etats-Unis d'ouvrir une nouvelle ère au Moyen-Orient. Cette dernière question n'est pas forcément évidente à saisir du côté de Washington, compte-tenu de l'intransigeance israélienne persistante sur la question palestinienne. Cette nouvelle proximité avec la Maison Blanche permet aussi à Mohammed ben Salman de s'imposer comme le leader régional incontesté du Golfe, notamment vis-à-vis d'Abu Dhabi.

* * *

Loin de mettre en danger les relations entre Washington et les monarchies du Golfe, les frappes israéliennes sur Doha ont au contraire été le catalyseur d'un nouveau dialogue visant à rééquilibrer le partenariat de défense existant en faveur des Etats du Golfe sur la base d'un accès aux nouvelles technologies et d'investissements accrus auprès de l'industrie américaine. Ce rééquilibrage est conforme aux projets d'autonomisation économique voulus par Riyad pour la période de « l'après-pétrole » et conforte également le paradigme ancien du pacte *Quincy*⁴⁹. Au « pétrole contre la sécurité » de 1945 va se substituer « l'argent du pétrole contre la sécurité » en 2025, à un moment où les Etats-Unis sont énergétiquement indépendants et où la course technologique avec la Chine va engloutir des financements astronomiques. Les Etats-Unis ont donc besoin du Golfe pour des raisons financières (tant pour son industrie que pour reconstruire le Proche-Orient), tandis que le Golfe a toujours besoin de l'assistance des Etats-Unis pour sa sécurité. Une nouvelle alliance techno-sécuritaire se met donc progressivement en place entre Golfe et Etats-Unis dans le but avoué, pour les Etats-Unis, d'améliorer l'intégration régionale d'Israël et de concurrencer la Chine. Du côté de Riyad et Doha, leur adossement stratégique aux Etats-Unis dans le domaine techno-sécuritaire est un moyen essentiel de garantir leur existence politique

⁴⁷ *National Security Strategy of the United States. White house, 11/2025.*

⁴⁸ Signifiant qu'une attaque contre l'Arabie Saoudite reviendrait à une attaque contre les intérêts des Etats-Unis. *Reuters*, 10/11/2025.

⁴⁹ Alliance passée entre Franklin Roosevelt et Ibn Saoud, le fondateur de l'Arabie Saoudite, sur le croiseur *Quincy* en 1945, qui a favorisé dans un contexte de début de guerre froide la protection militaire américaine du royaume en échange de pétrole saoudien bon marché.

et économique pour les décennies à venir. Abu Dhabi, confirme sa posture d'autonomie stratégique et cherche à compenser son isolement régional croissant en préservant un certain équilibre dans sa relation avec les deux puissances mondiales⁵⁰. Si elle continue de dépendre des Etats-Unis pour certaines composantes de sa défense, le *statu quo* actuel l'arrange.

⁵⁰ Les EAU sont un partenaire commercial important pour Pékin. Les EAU se rêvent en hub logistique de la péninsule arabique, intégré dans les nouvelles routes de la soie chinoises, dans un monde multipolaire matérialisé d'ailleurs par leur accession dans les BRIC+ en janvier 2024.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Etudes Stratégiques

www.fmefrance.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



FMES France



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES